

# Représentation sociale de l'enfant au Maroc

Abdelaadim TAHIRI  
FP de Safi – UCA Marrakech

## Introduction

Le mot représentation est un concept connu et utilisé depuis des siècles, mais tout récemment il a acquis des regains d'intérêt. Dans notre article nous nous intéresserons surtout au concept de représentation sociale, car nous serons amenés à réfléchir sur la représentation sociale de l'enfant dans la société marocaine. Sachant que cette représentation a, certainement, subi de multiples transformations sous l'effet de passage progressif de la société traditionnelle à la société, disant, moderne.

L'un des aspects remarquables de ces changements qu'a connus la famille traditionnelle marocaine ces dernières décennies se manifeste au niveau du petit nombre d'enfants par ménage. L'éclatement de la famille a conduit à la mise en valeur de la famille nucléaire. Une tendance vers le modèle européen qui s'explique, entre autres, par le travail des parents à l'extérieur et surtout par la planification familiale. Cette nouvelle situation a impacté significativement le statut de l'enfant, car celui-ci est de plus en plus choyé et valorisé.

Dans le but de circonscrire la problématique de la représentation sociale de l'enfant dans la société marocaine d'aujourd'hui, nous tenterons, tout au long de cet article, d'apporter des éléments de réponse aux questions suivantes: quelle est la représentation sociale de l'enfant dans la société marocaine actuellement ? Comment voit-on cet être porteur de multiples significations ? Quelles sont les agents ou domaines qui forgent cette représentation ? Quelles sont les valeurs, normes sociales, lois juridiques et éducatives qui président à cette représentation ? Comment protège-t-on l'enfant, l'écoute-t-on, le valorise-t-on ? Quel statut lui réserve-t-on au sein de la famille, de l'école et de la société ?

## I- La représentation : essai définitoire

La représentation est un concept polysémique. Etymologiquement, *représentation* du latin *repraesentatio*, représentation, action de replacer devant les yeux de quelqu'un. Représenter vient du latin *repraesentare*, rendre présent.

Le dictionnaire *Larousse* précise qu'en philosophie, « la représentation est ce par quoi un objet est présent à l'esprit » et qu'en psychologie, « c'est une perception, une image

mentale dont le contenu se rapporte à un objet, à une situation, à une scène etc. du monde dans lequel vit le sujet ».

Dans le *Petit Robert* l'article « représentation » est divisé en deux rubriques : la première commence par : « action de mettre devant les yeux ou devant l'esprit de quelqu'un », définition suivie par une liste de significations particulières, comme, par exemple, « le fait de rendre sensible ( un objet absent ou un concept) au moyen d'une image, d'une figure, d'un signe etc. » ; la seconde commence par « le fait de remplacer (quelqu'un), d'agir à sa place (dans l'exercice d'un droit) », définition suivie par : « action de représenter à l'étranger », le fait de représenter (le peuple, la nation) dans l'exercice du pouvoir », « le fait de passer des contrats pour le compte d'une maison de commerce ». Les deux rubriques ont, en gros, quelque chose en commun : l'idée de substitution, de remplacement (qui évoque une absence).

En psychologie sociale, avec le développement du courant sociocognitif, on retrouve des définitions et des conceptions similaires de la représentation. Cependant, la notion de représentation sociale présente un certain nombre de caractéristiques particulières auxquelles nous donnons plus d'importance.

## **II- La représentation sociale de l'enfant au Maroc**

Plusieurs éléments s'associent pour construire la représentation collective de l'enfant marocain. Sachant que la société marocaine a connu d'importantes mutations sur le plan culturel, symbolique, économique, politique, etc., le regard porté sur l'enfant évolue parallèlement. Les traditions ancestrales, les pratiques culturelles et sociales contribuent à la construction d'une perception particulière sur l'enfant. Dans ce sens Moscovici définit la représentation sociale comme :

(un) système de valeurs, de notions et de pratiques relatives à des objets, des aspects ou des dimensions du milieu social, qui permet non seulement la stabilisation du cadre de vie des individus et des groupes, mais qui constitue également un instrument d'orientation de la perception des situations et d'élaboration des réponses.

Cette définition met l'accent sur le contenu (valeurs, notions, pratiques) et les fonctions (stabilisation du cadre de vie, instrument d'orientation, élaboration de réponses) d'une représentation sociale. Sans paraphraser, les fonctions des représentations sociales sont de cinq types : des fonctions cognitives, des fonctions d'interprétation et de construction de la réalité, des fonctions d'orientation des conduites et des comportements, des fonctions identitaires et des fonctions de justification des pratiques.

Ainsi nous pouvons dire que tout individu dans toute civilisation et toute société donne lieu à diverses représentations sociales. Celles-ci varient en fonction des spécificités socioculturelles, juridiques, idéologiques, etc., de chaque univers social. L'enfant est, dans ce sens, un exemple auquel nous portons tout l'intérêt. Pour mieux percevoir la place qu'occupe l'enfant et l'importance qu'on lui confère, il faut saisir en profondeur ces représentations et donc il faut auparavant comprendre les diverses composantes des systèmes de valeur de la société.

L'enfant dans l'univers social marocain connaît une nouvelle mise en valeur. L'image qu'on lui donne mérite d'être étudiée avec minutie. Les représentations sociales de l'enfant dans la société marocaine contemporaine occupent une place de choix dans le projet collectif social et se traduisent par des lois, des images, des actions, des paroles et des usages, des lois qui méritent discussion et mise en lumière.

Ces représentations sociales de l'enfant ont subi une évolution perceptible qui fait écho aux multiples mutations que connaît la société marocaine et qu'on pourrait regrouper en deux moments historiquement distincts : société traditionnelle et société actuelle (contemporaine).

### **III- Perception de l'enfant par la tradition au Maroc**

Pour l'universitaire Mahmoud Naoui (1994, p.14), chez les maghrébins, deux paramètres sont à prendre en considération pour toute tentative de compréhension de la société : « la culture arabo-berbéro-islamique et la famille au sens large »<sup>1</sup>.

En effet, si la famille actuelle est petite ou nucléaire et n'est composée que du père, de la mère et le plus souvent d'un ou deux enfants et que le logement n'est plus une vaste maison, mais un appartement généralement étroit. Autrefois, surtout dans le milieu rural, la famille était plus grande. Elle comportait plusieurs membres qui vivaient sous le même toit. On trouvait dans une maison spacieuse les parents et leurs enfants, les grands-parents, voire les oncles et les tantes. Dans cette communauté traditionnelle, la solidarité et la participation collective sont les mots d'ordre. « L'individu tire sa signification non pas de ses efforts personnels, ni de sa place dans une hiérarchie (sociale), mais de son intégration », nous dit Fuglesand (1980)<sup>2</sup> pour résumer la nature profonde de cette société. Parlant de la société traditionnelle marocaine, Luyten (2008, p.17) précise qu' :

---

<sup>1</sup>Mohamed Naoui, (1994), *La Main, le vent et la lumière*. Metz : CEFISEM de Nancy-Metz, p 24

<sup>2</sup>Fuglesand, (1980), *Unesco Yearbook on peace and Conflict Studies*, Greenwood

Au Maroc, surtout dans le milieu rural, c'est souvent encore la tradition qui constitue la référence normative dans la famille et la société. Tout se passe dans le cadre de la grande famille, la famille patriarcale, où l'autorité repose essentiellement sur l'homme, où la femme est responsable de l'honneur et de fierté familiale, où un grand nombre d'enfants est encore considéré comme une richesse, où le mariage est moins une alliance entre deux personnes qu'un contrat entre deux familles, bref, où toute la structure familiale reste encore très marquée par la tradition et les coutumes.<sup>3</sup>

Globalement, la société traditionnelle marocaine donne beaucoup d'importance à l'enfant. Celui-ci occupe une place considérable dans sa vision d'ensemble, au niveau éducatif, au niveau de son intégration sociale et socioprofessionnelle et au niveau de la relève à préparer pour l'avenir. Cette société est fondamentalement organisée suivant une orientation traditionnelle dont les valeurs héritées de sa longue histoire et sa diversité culturelle se confondent avec celles de l'Islam :

Les valeurs traditionnelles coïncident avec les valeurs de l'islam. Ceci signifie qu'abandonner les valeurs de la tradition implique l'abandon des valeurs de l'islam. Les marocains dans leur pays d'origine, malgré le processus grandissant de sécularisation, la vie familiale et la vie dans la société restent encore assez sacralisées et la référence à la tradition reste souvent encore de règle, au point que mettre en question les valeurs traditionnelles veut dire porter atteinte à la religion islamique, par exemple tout ce qui concerne le mariage, les enfants, etc.<sup>4</sup>

La religion est l'une des dimensions importantes qui façonne considérablement la perception des familles traditionnelles eu égard à la famille et au statut de l'enfant. L'enfant est le produit de la famille. Or, le Coran, comme le souligne M. Luyten (2008, p23) :

Réserve à la famille une mention toute particulière parmi les nombreux biens que Dieu a dispensés à l'homme : " Et Dieu vous a donné à partir de vous-mêmes des épouses, et de vos épouses des fils et des petits-fils ... " Coran 16,72. La famille constitue le lieu d'une communauté de vie authentique entre les époux ainsi qu'entre les parents et les enfants<sup>5</sup>

Les représentations sociales concernant l'enfant émanent, de ce fait, des croyances à la religion islamique et du patrimoine socioculturel ancré dans l'histoire. Une histoire qu'on peut qualifier comme un lieu de métissage, de dialogue et de rencontre entre plusieurs civilisations et cultures qui se sont succédées sur plusieurs siècles au Maroc, comme par exemple ; les romains, les phéniciens, les vandales, les amazighs, les arabes, celles-ci font du Maroc un réceptacle des trois religions monothéistes : le Christianisme, le Judaïsme et l'Islam. Cette représentation de l'enfant dépend aussi de la nature de la structure familiale au Maroc. La

---

<sup>3</sup> Luyten (2008), *La Famille musulmane*, [www.centremaximilienkolbe.be/index.php/archives/25-la-famille-musulmane](http://www.centremaximilienkolbe.be/index.php/archives/25-la-famille-musulmane), page consultée le 27/12/2017.

<sup>4</sup>Ibid, Luyten (2008).

<sup>5</sup>Ibid., p.23.

dynamique familiale est une spécificité locale tributaire des circonstances d'une époque donnée. Laing (1972, p-p13-14) précise à ce sujet :

La dynamique et les structures des groupes appelés familles dans notre société peuvent ne pas être évidentes dans les groupes appelés familles en d'autres lieux et à d'autres époques. Le rapport existant entre dynamique et structure de la famille et la formation de la personnalité n'est probablement pas le même dans des sociétés différentes, ni même dans la nôtre. <sup>6</sup>

#### **IV- La symbolique de l'enfant et l'éducation sociale**

L'enfant est un acteur social de premier plan. Il constitue le centre d'intérêt de la famille, le symbole de la pureté et de l'innocence ; il acquiert par ce statut un caractère divin. Etant bébé, lorsque l'enfant sourit dans son sommeil, on dit, dans la culture traditionnelle marocaine qu'il sourit aux anges. Ainsi, il devient le médiateur entre les êtres visibles et les êtres invisibles.

Dans la société traditionnelle marocaine, l'enfant est, en outre, le symbole de la fertilité et du pouvoir des adultes. Celui qui a beaucoup d'enfants est plus vénéré dans son entourage. Les enfants constituent une valeur sûre pour la famille. Grâce à eux le père dispose d'alliés certains et aspire au pouvoir et au contrôle dans sa tribu. D'ailleurs, quand la stérilité frappe le couple, elle est vécue comme une punition divine ou une malédiction tant du point de vue matériel que symbolique.

En effet, le pouvoir économique et politique sont maîtrisés par rapport au nombre d'enfants dont dispose une petite famille, une grande famille et une collectivité. C'est grâce aux enfants que des familles maîtrisent l'appareil politique traditionnel, contrôlent l'armée et l'économie au sein de la communauté. De plus, les enfants assurent la pérennité non seulement de l'espèce humaine mais surtout d'une lignée particulière, les fils d'untel, les héritiers de tel ou tel aïeul. L'Islam encourage les ménages à avoir beaucoup d'enfants : beaucoup de versets coraniques prouvent cette idée. Il y a un lien explicite entre les enfants et la richesse, ce qui favorise cette représentation positive à l'égard des enfants.

Dans cette pensée traditionnelle, l'enfant est perçu comme une valeur ajoutée, une valeur sûre. Il est une force économique très importante, dans les anciennes médinas comme dans les campagnes. Dans le milieu rural, l'agriculture constitue la source économique la plus importante, comme il est le cas des métiers artisanaux dans les médinas. Les fellahs et les artisans préfèrent avoir beaucoup d'enfants, car c'est la main d'œuvre la moins chère et la plus sûre. Dans la même logique, l'enfant est un moyen pour disposer d'un pouvoir tribal et communautaire. Il est le ciment qui joint la famille à la société et la relie à la communauté.

---

<sup>6</sup> Laing R D, (1972), *La Politique de la famille*, Stock, pp.13-14.

L'enfant est aussi une fierté et une forme de sécurité pour les parents. Une femme qui n'a pas d'enfant risque d'être divorcée. Or, le divorce dans la société marocaine traditionnelle est une forme d'humiliation pour la femme. De même, un père n'ayant pas d'enfants, dans ce même contexte social, risque d'être marginalisé et rejeté par ses pairs. L'enfant est ainsi considéré comme le ciment du couple et le trésor de la vie et aussi le créateur de liens sociaux.

La représentation sociale de l'enfant dans l'univers social traditionnel marocain montre que l'enfant n'appartient pas seulement à ses parents géniteurs mais plutôt à la communauté, au douar, au bled, au dchar, au ksar, etc. Il n'appartient donc pas seulement au couple géniteur mais au groupe familial c'est-à-dire à la grande famille et à la collectivité ou à la communauté d'appartenance sociale, linguistique et culturelle. Cette place de l'enfant et son importance lui valent dans l'univers traditionnel marocain reconnaissance et honneur. D'où tout l'intérêt que lui accorde la société qui reste très attentive à ses besoins de survie et de protection.

Mais il convient, à ce niveau de réflexion, de souligner que malgré cette représentation qui paraît positive et parfaite, le statut de l'enfant dans la société traditionnelle est entaché par des aspects sombres. Nous citons, à titre indicatif, que la règle générale qui oriente les devoirs des enfants pourrait se résumer dans un seul mot d'ordre : l'obéissance totale aux adultes. Toute infraction à cette règle d'or est immédiatement corrélée à une punition proportionnée.

En plus, la distinction basée sur le genre et valorisant le garçon sur la fille crée un fossé dans la représentation sociale de l'enfant. Jaïdi (1994, p-p. 41-42) résume la relation des parents à leurs enfants au Maroc comme suit :

D'une manière générale, (l'enfant garçon ou fille) constitue un lien entre le foyer, où est souvent enclavée la mère, et l'extérieur, la rue, espace masculin par excellence. Mais le garçon reste assez proche du père, dans ses travaux ou ses déplacements tandis que la fille se range du côté de la mère. Le seul espace où se réalise une véritable libération est celui de la fête.<sup>7</sup>

Le garçon est généralement favorisé. Si celui-ci entre au m'sid ou à la mederssa ou encore à l'école, la fille à cause des croyances et des traditions d'une société patriarcale, est écartée de l'idée même de scolarisation. La seule fonction à laquelle cette société prépare la fille c'est le mariage à un âge précoce. Cela prive cette enfant, de 12 ou 13 ans et qui va devenir maman à 13 ou 14 ans, de vivre son enfance, de rêver, de jouer, d'atteindre sa maturité physiologique et de pouvoir choisir un homme à son âge. Cette pensée dévalorisante à l'égard de la fille émane de la conviction selon laquelle la fonction existentielle de la fille se

---

<sup>7</sup> Moulay Driss Jaïdi, (1994), *Vision (s) de la société marocaine à travers le court métrage*, Rabat, Almajal, pp.41-42

résume au mariage avec un homme que le père choisit. Elle se consacre désormais à la pérennité de la progéniture. Jaidi (1994) confirme que :

La société patriarcale est loin d'admettre une fois pour toute le principe de la mixité. L'école, même sous sa forme moderne ne fait que révéler et perpétuer une attitude de type discriminatoire. Dans la société de type agricole, le garçon est considéré comme une force de travail et une source de production donc supérieur à la fille qui est faite pour rester à la maison, travaillant comme auxiliaire de la mère.<sup>8</sup>

Le garçon dans cette même société n'est pas sans être assujéti à un processus de vie qui le transforme d'un petit enfant de 7 ans à un adulte de sept ans. Celui-ci doit exercer déjà des travaux, apprendre les métiers des adultes. En plus, il doit agir en tant qu'adulte dans l'exercice de son travail comme dans son comportement et ses attitudes à l'égard d'autrui. Le jeu dans ce cadre ne lui convient plus car il est dès lors considéré comme un adulte en miniature.

Cette réflexion sur la représentation sociale de l'enfant dans la société traditionnelle nous mène à dire que la conception des droits de l'enfant demeure ambivalente et confuse. La société marocaine a connu d'innombrables sauts et mouvances sur tous les plans pour accéder à la modernité. En conséquence, la représentation sociale de l'enfant évolue parallèlement.

## **V- La représentation de l'enfant dans la société marocaine actuelle**

La société marocaine, comme d'autres pays arabes voisins, a connu des changements et des mouvances profondes au niveau structurel, socioculturel, économique, juridique, des traditions et des mœurs etc., ces dernières décennies. L'évolution de la structure familiale reflète ces changements, comme nous le confirme la sociologue tunisienne Lilia Ben Salem (1989) :

L'institution familiale est actuellement une entité sociale sensiblement différente de ce qu'elle était il y a une génération. Les divers changements qui ont traversé ces sociétés, et qui se poursuivent, l'ont profondément touchée. Amorçées par les changements introduits par la colonisation, ces transformations se sont poursuivies sous l'effet de l'urbanisation, la communication audiovisuelle, la scolarisation et la mixité à l'école, l'entrée des femmes dans le marché du travail, en particulier pour contribuer aux dépenses familiales, l'émigration des hommes et la planification familiale.<sup>9</sup>

---

<sup>8</sup>*Ibid.*, pp. 49-50.

<sup>9</sup>Lilia Ben salem., (1989), *Structures familiales et changement social en Tunisie*. (Communication présentée lors du séminaire de Amman/ Jordanie organisé du 16-18 Décembre 1989 sous le titre "The changing Family in The Middle East").

## **VI- Statut juridique de l'enfant au Maroc**

La situation des droits de l'enfant au Maroc a connu un ensemble de changements quantitatifs et qualitatifs au cours de ces deux dernières décennies. En 2007, le Ministère de la Justice a mis en place un guide de droit de l'enfant qui montre comment tout développement humain dépend de la place accordée aux enfants.

Il convient de rappeler ici que les référentiels juridiques qui construisent et organisent les droits de l'enfant au Maroc sont de natures multiples et diversifiées. Ils émanent de la loi islamique, de la Convention des Nations Unies pour les Droits de l'Enfant de 1989, ainsi que de la législation marocaine en vigueur en la matière. Ces droits concernent plusieurs domaines de la vie de l'enfant avant l'âge de 18ans. La protection des droits de l'enfant au Maroc relève aussi des compétences d'Organisations Internationales, des Organisations Gouvernementales, et des institutions officielles qui relèvent du gouvernement et des organisations non gouvernementales.

Pour cette raison des mesures et des procédures législatives, administratives, sociales et éducatives sont adoptées pour protéger l'enfant au Maroc conformément à la Convention des Nations Unies pour les Droits de l'Enfant à la lumière des quatre principes fondamentaux de la Convention :

Le principe de la survie et du développement : la nécessité de satisfaire à toutes les conditions fondamentales telles que la santé, l'hygiène et un environnement sain. Il faut également garantir la croissance de l'enfant en assurant tout ce qui peut améliorer les capacités de l'enfant à accéder à l'éducation, l'enseignement, les loisirs et les jeux, etc.

- Le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant : la nécessité de prendre en compte l'intérêt de l'enfant en priorité dans toutes les décisions prises.
- Le principe de la participation : la nécessité de faire participer l'enfant à la prise des décisions qui ont un impact sur sa vie quotidienne de façon directe ou indirecte.
- Le principe de la non-discrimination : on ne peut discriminer entre les enfants qu'ils soient filles ou garçons, ou à cause de la couleur, de la religion, de l'origine ou de l'appartenance à une ethnie différente, etc.

Le Maroc a ratifié la Convention des Nations Unies pour les Droits de l'Enfant en 1993. De ce fait il est dans l'obligation de respecter les droits de tous les enfants de moins de 18 ans. En plus de ses droits internationaux, la législation marocaine s'engage à garantir de nombreux droits : les droits individuels, les droits familiaux, les droits civils, le droit à la protection contre l'exploitation, le droit à la protection pénale et le droit à l'assistance sociale.



Parmi les droits fondamentaux, le droit de vivre avec la famille ou, si cela n'est pas possible, avec une famille qui le prend en charge (kafala), le droit à l'éducation et à la formation et le droit à la protection pénale.

Tous ces droits sont garantis et protégés par : des Organisations Internationales ( ONU, UNICEF, BIT, UNESCO) ; des Organisations Gouvernementales comme le Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité, le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique qui a pour rôle de veiller à l'application de la loi sur la scolarisation obligatoire, le Ministère de la Santé, le Ministère de la Justice, Le Conseil Consultatif pour les Droits de l'Homme (*CCDH*), la Fondation Mohammed V pour la Solidarité, les tribunaux spécialisés, etc., des Institutions officielles qui relèvent du gouvernement, Les Centres de protection de l'enfance, des Organisations non Gouvernementales, et les associations et instances actives dans le domaine des droits de l'Enfant, œuvrent pour contribuer à traduire ces droits dans la réalité.

### **L'Observatoire National des Droits de l'Enfant**

C'est une institution nationale indépendante créée en 1994 d'utilité publique. Sa mission est d'assurer le suivi de la mise en œuvre des dispositions de la Convention des Nations Unies pour les Droits de l'Enfant. L'Observatoire œuvre généralement pour la défense des droits de l'enfant dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la législation et de la culture.

### **Le Parlement de l'Enfant**

C'est une instance permanente qui œuvre pour l'éducation aux valeurs et aux droits de la citoyenneté. Il constitue un espace d'initiation à la pratique de la démocratie. Les enfants peuvent exprimer leurs points de vue sur les questions qui les concernent par le dialogue et l'échange. Ils ont le droit, par exemple, de poser des questions orales aux membres du gouvernement.

Le parlement de l'enfant, institué en 1999, est composé actuellement de 357 membres, dont 55 % de sexe féminin, âgés de 10 à 18 ans et choisis sur la base des critères du mérite scolaire et de représentativité régionale.

## **Le Conseil Communal des Enfants**

Ce conseil permet aux enfants de participer au processus de prise de décision sur les questions les concernant. Ceci aide à les sensibiliser à l'importance de la gestion des affaires locales et à les éduquer selon les valeurs de la citoyenneté.

## **Associations civiles et protection de l'enfance**

Le Maroc compte un tissu associatif important qui s'active depuis des années, de manière plus ou moins régulière, dans divers domaines. Les associations sont au service de l'enfance au niveau local, régional et national. De nombreuses associations concentrent leur action sur les enfants en situation difficile, comme les petites filles qui travaillent comme domestiques, les enfants en milieu rural, ceux qui vivent dans les zones pauvres ou marginalisées en milieu urbain et périurbain. Ces associations s'occupent également des enfants non scolarisés, des enfants handicapés physiques et mentaux ainsi que des enfants de parents divorcés. A titre d'exemple nous citons les associations suivantes : Association Bayti, Association Darna, Association Al Amal, entre Houqouq Annas, association Marocaine d'aide aux Enfants en Situation Précaire, Association Insaf, Association Al Karam pour la Protection des Enfants en Situation Difficile, Association Saât Al Fara, Association Annakhil, etc.

Tenant compte de cet arsenal de lois, d'institutions, d'organisations, d'associations et de responsables qui œuvrent pour la protection de l'enfant, nous pouvons dire que nous sommes à une époque où l'enfant occupe une double place, détient une double nature : d'une part, celle d'un individu à part entière avec ses droits et devoirs et d'autre part, celle d'enfant, être fragile que l'adulte se doit de protéger. Force est de constater que les lois juridiques réservées à l'enfant sont de deux ordres : un niveau universel qui concerne tous les enfants du monde et un second niveau national, qui spécifie les prédispositions juridiques locales.

Il découle de ce constat la nécessité d'un certain relativisme culturel dans l'approche de cette thématique de l'enfant. En effet, la vision des adultes sur le monde des enfants est extrêmement différente selon la période historique, la civilisation, les générations, le milieu socioculturel et ses croyances. Les historiens et les sociologues insistent, d'ailleurs, sur la nécessité d'observer l'enfance en la situant dans son univers spécifique : dans son contexte social, religieux, économique et démographique.

## **VII- Place de l'enfant dans la société et la famille**

Comme il a été expliqué dans les analyses de la Fédération des Associations des Parents de l'Enseignement Officiel (*FAPEO*, 2008) la place de l'enfant à l'époque contemporaine est façonnée par la combinaison de plusieurs facteurs. Nous pensons que ces mêmes facteurs, avec la prise en compte des spécificités locales, configurent le nouveau statut de l'enfant dans la société marocaine par le (la) :

- Développement du cadre législatif relatif à l'enfance et des notions de droits de l'enfant
- Baisse de la mortalité infantile grâce aux progrès médicaux
- Baisse du taux de natalité (moyens de contraception)
- Baisse constante du nombre d'enfants par famille
- Augmentation du nombre de femmes qui travaillent, ce qui a comme conséquences :
  - La multiplication des gardes à l'extérieur du domicile
  - L'accroissement de la scolarisation des jeunes enfants à l'école maternelle (ce qui modifie considérablement les formes et les conditions de socialisation des jeunes enfants)
  - Effritement du modèle de la « famille classique »
  - Constitution de la psychologie en tant que science et « vulgarisation » des données de recherche auprès d'un public de plus en plus large (ce qui a eu comme conséquence une modification des perceptions, des représentations et des pratiques relatives à l'enfance.)

## **VIII- Du juridique au socio-culturel : L'enfant- individu, l'enfant-roi**

Nous avons déjà montré ci-dessus que le droit réservé à l'enfant lui a garanti une forme d'individualisation juridique et sociale. Une situation renforcée par l'orientation du Maroc vers cette tendance occidentale qui vénère le développement de l'individualisme.

En outre dans le cadre de la montée de l'idéal démocratique dans les relations privées au Maroc, l'enfant partage les repas avec ses parents, choisi un sandwich particulier, discute des affaires familiales, donne son point de vue dans différentes situations. Il est sorti, comme le montre Françoise Dolto, de son statut d'infans qui signifie « celui qui ne parle pas, n'a pas de parole ». Par exemple, il est consulté pour décider d'un voyage, d'un changement de décor ou d'un modèle de voiture, de l'achat de ses vêtements, etc. Ce sont donc tous ces changements socioculturels autour de l'enfant qui vont le faire naître en tant que personnage social.

L'enfant ne pourrait désormais être négligé au sein de la famille. Les parents, en revanche, se vantent des exploits, aussi modestes soient-ils, de leurs enfants là où ils sont : des performances sportives, des résultats scolaires, du nombre de cours de soutiens ou de l'école privée telle ou telle où l'enfant est inscrit, etc. Dans ce contexte l'enfant acquiert en plus un statut d'individu, de citoyen, le statut d'enfant-roi. Violène Dorison nous dit à ce sujet :

L'enfant d'aujourd'hui est le roi de son monde, son père et sa mère ne sont pas ses sujets. La famille tend donc à avoir moins besoin de chef au sens strict car à l'intérieur de ce groupe, chacun des membres est appelé à régner sur « son » monde. L'enfant a changé d'identité parce que tout individu, jeune ou non, est « roi » dans une société individualiste<sup>10</sup>

En effet, au Maroc l'enfant est valorisé, il a acquis une personnalité, notamment à l'ère du numérique. Il a un statut Face book, un watsApp, un instagram, connectés, ouverts sur le monde ; il fait ses devoirs en écoutant de la musique dans sa chambre. On peut même dire que son petit univers est rempli de sentiment de liberté.

L'enfant, en plus, est devenu consommateur dans la société de consommation. Tous les espaces commerciaux petits et grands réservent une place importante aux marchandises destinées aux enfants. Ceux-ci imposent leur goût façonnés par ceux de leurs camarades de classe et de ceux véhiculé par les publicités se déferlants sur les réseaux sociaux, par exemple.

L'enfant marocain se voit de plus en plus au centre de l'intérêt de ses parents qui le gâtent et satisfont ses besoins pour éviter de créer chez lui un sentiment d'infériorité. On pourrait penser que les parents se vengent quelque part de leur enfance généralement modeste ou pauvre. Dans ce contexte où l'enfant est sollicité de partout et se voit confronté à l'exigence de la réussite, le regard des parents sur l'éducation de leurs enfants est empreint d'une angoisse et d'une inquiétude constantes. Ils veulent que leurs enfants réussissent tout : scolarité, activités extrascolaires, etc.

Par ailleurs, le regard sur l'enfant évolue dans la société marocaine compte tenu des nouvelles exigences et prédispositions prises à l'égard des natalités, des moyens de contraceptions mis en place et généralisés. L'enfant dans ce contexte s'écarte de cette conception d'« enfant naturel » qui vient au monde sans être programmé. Aujourd'hui les parents font leurs calculs, tiennent compte de leur condition financière, du nombre de pièces de leur foyer, etc. L'enfant rentre de ce fait dans un projet individuel ; c'est un enfant désiré, un enfant choyé et donc un enfant roi.

Le contexte socioculturel actuel dans lequel se reconstruit et se reconfigure cette représentation sociale de l'enfant marocain ressemble à celui des années 1960 en France, tel que le dit Mazaye Robert :

Ce n'est qu'à la fin des années 1960 que le monde de l'enfance connaît véritablement son âge d'or. Le fonctionnement de la société tout entière est remis en cause, entraînant avec lui la question de l'enfant. C'est une époque où la famille connaît de nombreux changements avec l'arrivée de la contraception, l'avènement du sentiment amoureux comme modalité de construction des couples et la baisse des mariages. Tout cela va conduire à accorder à l'enfant

---

<sup>10</sup>Fédération des Associations de Parents de l'Enseignement Officiel, (2008), *L'Evolution de la place de l'enfant dans la société*, Bruxelles, Les Analyses de la FAPEO, p.13.

une valeur inédite : il devient voulu, désiré et planifié par un couple (dont les partenaires se sont librement choisis) qui va en faire l'élément fondateur de la famille. La valeur qui lui est accordée dans la famille va être d'autant plus importante qu'avec la baisse de la natalité, l'enfant devient rare et, par conséquent, précieux.<sup>11</sup>

Ce sont ces changements socioculturels au Maroc autour de l'enfant qui le font évoluer vers le statut d'un être social. Un être qui s'impose aux adultes, aux lois, etc. Pourtant, il fallait le signaler à ce niveau de réflexion que ce statut d'enfant n'est pas généralisé dans toutes les couches sociales au Maroc avec la même rigueur. Le constat est que cette mise en valeur de l'enfant fait objet de consensus, mais suivant les moyens spécifiques des ménages.

### **Conclusion**

La représentation est un concept polysémique dont il n'est pas aisé de trouver une définition complète et unanime. Le sens qu'on lui attribue est tributaire de la fonction qu'il prend dans un domaine déterminé de la connaissance.

Au Maroc, actuellement, le regard porté sur l'enfant a beaucoup changé durant ces dernières décennies. L'enfant est au cœur des préoccupations de la société et de la famille. Il est devenu l'un des axes de référence de la famille contemporaine. Cet état de fait résulte de la montée de l'idéal démocratique, la considération de l'enfant non plus comme un adulte en miniature, mais un individu qui a des droits et des devoirs, un sujet possédant des compétences réelles d'un point de vue cognitif, social et affectif. L'enfant bénéficie désormais des libertés d'association, de conscience, de religion, de réunion. Désormais, la place de l'enfant s'apparente à celle de tout citoyen, il est sujet de droit dès sa naissance.

Il ressort de cette réflexion que le développement de l'image qu'on fait de l'enfant a évolué. Elle est fortement tributaire des progrès, divers, que connaît la société marocaine en générale. La représentation sociale actuelle montrant une enfance protégée, surtout au niveau des lois, risquerait de devenir une simple vitrine étincelante du Maroc face à un monde où des valeurs telles la démocratie et les droits de l'Homme, d'où de l'enfant, se considèrent comme des cartes d'adhésion au club des sociétés civilisées.

---

<sup>11</sup> Robert Mazaye et col, (2013), p78.